

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 28 AVRIL 2025**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16 QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
15	0	1
OBJET DE LA DECISION N° 25/258 AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC MILITAIRE DU PORT POTHUAU POUR LA REALISATION DE TRAVAUX		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, Mme Nathalie BICAIS, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Gilles VINCENT.

ABSENT :

M. Jean-Sébastien VIALATTE.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 25/258

BUREAU DU 28 AVRIL 2025

**O B J E T : AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU
DOMAINE PUBLIC MILITAIRE DU PORT POTHUAU
POUR LA REALISATION DE TRAVAUX**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU la demande de la Métropole, en date du 17 juillet 2024, relative à la délivrance d'une autorisation d'occupation temporaire par le Ministère des Armées en vue d'expérimenter une ligne de cabotage transitant par le port militaire de Port Pothuau pour y exercer une activité de transport public de navire à passagers,

VU l'autorisation d'occupation temporaire délivrée par le Ministère des Armées ci-annexée,

CONSIDERANT que le Ministère des Armées est propriétaire du plan d'eau de Port Pothuau et de ses abords,

CONSIDERANT que la Métropole, au titre de sa compétence autorité organisatrice de la Mobilité, a sollicité, en date du 17 juillet 2024, le Ministère des Armées en vue d'expérimenter une ligne de cabotage transitant par le port militaire de Port Pothuau pour y exercer une activité de transport public de passagers,

CONSIDERANT que cette ligne maritime nécessite au préalable la réalisation de travaux indispensables avant son exploitation pour la période estivale 2025 dans l'attente de la formalisation complète d'une convention d'occupation temporaire,

CONSIDERANT l'autorisation d'occupation temporaire délivrée par le Ministère des Armées porte sur l'occupation d'une surface de 302 m² sise à Hyères, Port Pothuau, et sur l'autorisation de démolir et d'évacuer un ponton en ruine, d'installer une panne flottante de 24 ml et d'y exploiter une navette maritime pour la période estivale,

CONSIDERANT que cette autorisation d'occupation temporaire est délivrée à la Métropole Toulon Provence Méditerranée à compter du 15 avril 2025 pour se terminer le 30 septembre 2025 et qu'elle est consentie à titre gracieux, conformément à l'avis de la Direction Départementale des Finances Publiques du Var daté du 11 avril 2025,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

D'ACCEPTER l'autorisation d'occupation temporaire délivrée par le Ministère des Armées à la Métropole relative à l'occupation d'une surface de 302 m² sise à Hyères, Port Pothuau, et à l'autorisation de démolir et d'évacuer un ponton en ruine d'installer une panne flottante de 24 ml et d'y exploiter une navette maritime pour la période estivale, consentie à titre gracieux pour la période du 15 avril au 30 septembre 2025.

ARTICLE 3

DE DIRE que cette décision est sans incidence financière.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 28 avril 2025

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée



POUR	15
CONTRE	0
ABSTENTION	0

Toulon, le 08/04/2025
N° 502545 SGA/SID-MED/D/DO/PLN/BEX

**ANALYSE QUANTITATIVE DU RISQUE PYROTECHNIQUE
(AQR)
COMMUNE - HYERES (83)
LIEU-DIT - LES SALINS
IMMEUBLE - PORT POTHUAU – CASERNEMENT ET JETÉES
N° G2D : 830.069.514O - N° Chorus : 160096**

**Projet de travaux en milieu maritime comprenant la
démolition d'un quai en ruine et mise en œuvre
d'un ponton flottant**

Historique des modifications

Indice	Date	Nombre de pages	Objet de la modification et pages modifiées
Version 1	04/04/2025	18	Création du document

Affaire suivie par : TSEF 1 Hervé RONGEMAILLE

Tél : 04 22 42 21 21 – PNIA : 831.73.22.121

Herve.rongemaille@intradef.gouv.fr

BCRM de Toulon – SID MED – BP N° 71 – 83800 Toulon Cedex 9

GÉNÉRALITÉS		
Rédacteur :	TSEF1 Hervé RONGEMAILLE	Service D/DO/PLN/BEX
Vérificateur :	IC1 Hervé REGNAULT	Service DO/PLN
Références :	<ol style="list-style-type: none">Étude historique et technique de pollution pyrotechnique de l'ensemble de l'immeuble « PORT POTHUAU – CASERNEMENT ET JETÉES » de référence n° 502796 du 13/03/2023.Demande de Concours de référence n° 2025/100 du 01/04/2025 de Madame Anita CORNILLAUD du bureau GMP/BAD/DOM du SID/MEDCode de la sécurité intérieure – article R733-4.	

DONNÉES GÉNÉRALES DE L'OPÉRATION D'INFRASTRUCTURE	
Nature :	L'objet des travaux concerne la démolition d'un quai en ruine, le retrait d'un ancien réseau et l'implantation d'un ponton flottant sur corps morts L'ensemble des travaux est situé au niveau de l'immeuble « PORT POTHUAU – CASERNEMENT ET JETÉES » à Hyères.

Bénéficiaire :	ESID-TLN/D/DO/MPI/BOM/COP
Localisation de l'emprise du projet	Hyères – Lieu-dit les Salins

DONNÉES GÉNÉRALES DE L'IMMEUBLE	
Dénomination :	PORT POTHUAU – CASERNEMENT ET JETÉES
Numéro d'immatriculation CHORUS :	160096
Numéro d'immatriculation G2D :	830.069.5140
Département d'implantation :	83
Commune :	HYÈRES

Affaire suivie par : TSEF1 Hervé RONGEMAILLE

Tél : 04 22 42 21 21 – PNIA : 831.73.22.121

Herve.rongemaille@intradef.gouv.fr

BCRM de Toulon – SID MED – BP N° 71 – 83800 Toulon Cedex 9

Photo oblique de l'immeuble « PORT POTHUAU CASERNEMENT ET JETÉES » en 1922



Affaire suivie par : TSEF 1 Hervé RONGEMAILLE

Tél : 04 22 42 21 21 – PNIA : 831.73.22.121

Herve.rongemaille@intradef.gouv.fr

BCRM de Toulon – SID MED – BP N° 71 – 83800 Toulon Cedex 9

SOMMAIRE

1.	INTRODUCTION	5
1.1.	OBJET DU DOCUMENT	5
1.2.	MÉTHODE GÉNÉRALE	5
1.3.	DÉFINITION DE L'USAGE FUTUR	5
1.4.	CONCLUSIONS DE L'ANALYSE	6
2.	PRÉSENTATION DU PROJET	7
3.	SUPPERPOSITION DES CONCLUSIONS DE L'EHTPP DE RÉFÉRENCE N° 1 AVEC LE PROJET	12
4.	ÉTUDE HISTORIQUE DU SITE	13
5.	DÉCOUVERTE D'ENGINS DE GUERRE	13
6.	CONCLUSION GÉNÉRALE :	14
7.	OBLIGATIONS	15
8.	PLAN DE PRINCIPE REPRENANT LA CONCLUSION	15
9.	SIGNATURE	16
10.	ANNEXE N°1 - FICHE REFLEXE SUR LA CONDUITE A TENIR EN CAS DE DÉCOUVERTE FORTUITE D'ENGINS DE GUERRE	17

1. INTRODUCTION

1.1. OBJET DU DOCUMENT

Le Code de la sécurité intérieure stipule que « Les biens immobiliers de l'Etat dont le ministère des armées et l'utilisateur ne peuvent faire l'objet d'un changement d'utilisation, de la délivrance d'un titre d'occupation ou d'une cession qu'à la condition que le ministère des armées ait, au préalable, examiné leur situation dans le cadre d'une étude historique et technique destinée à déterminer la présence éventuelle de munitions, mines, pièges, engins et explosifs [Cf. Référence n° 1]. Si l'étude historique et technique met en évidence une présomption de pollution pyrotechnique, une analyse quantitative du risque est établie, en fonction de l'usage auquel le terrain est destiné, afin de déterminer si la pollution pyrotechnique présumée nécessite ou non la réalisation d'une opération de dépollution afin d'assurer l'utilisation des terrains concernés sans danger pour la santé, la salubrité et la sécurité publiques ».

Les recherches historiques relatives à la pollution pyrotechnique de « **PORT POTHUAU CASERNEMENT ET JETÉES – HYÈRES (83)** », ou dans son proche voisinage, ont mis en évidence une présomption de pollution pyrotechnique (munitions, mines, pièges, engins et explosifs, etc.) (Cf. EHTPP de référence [1] dont les conclusions sont reprises au paragraphe 3 de la présente Analyse Quantitative de risque pyrotechnique).

Le présent document a pour objet d'étudier le risque pyrotechnique pour un projet de recherche de canalisation d'EU, dans le cadre d'une AOT au profit de la société Veolia.

1.2. MÉTHODE GÉNÉRALE

L'analyse quantitative du risque pyrotechnique « AQR » est établie à partir d'un recueil d'informations visant à :

- Définir la localisation et la nature de l'opération domaniale (Présentation de l'immeuble & Présentation de l'opération domaniale et de l'usage projeté).
- Mettre en évidence, au travers de l'historique de l'immeuble, les activités et les événements susceptibles d'avoir occasionné une pollution pyrotechnique (Historique du secteur géographique), à mettre en relief les activités impliquant un remaniement des sols (Occupation des sols).
- Identifier la nature et la localisation des zones potentiellement polluées (Activités ou événements susceptibles d'avoir occasionné une pollution pyrotechnique).
- Recenser et caractériser les découvertes de munitions intervenues sur l'immeuble (Recensement des opérations de dépollution pyrotechnique).

1.3. DÉFINITION DE L'USAGE FUTUR

A l'exception des cessions consenties en application de l'article 67 de la loi n°2008-1425 du 27 décembre 2008 de finances pour 2009 (cessions à l'euro symbolique), l'acquéreur doit présenter un dossier relatif à l'usage futur du site conforme à l'arrêté du 06 novembre 2015.

Il y est demandé :

- Un plan de situation.
- Un plan de délimitation du terrain.
- Un rapport de présentation qui expose le projet, indiquant le programme global et prévisionnel des constructions et des aménagements projetés dans la zone, associé à un phasage des aménagements prévus.
- Une répartition des grandes zones aménageables par nature, dont le schéma de voirie, en précisant, par grande zone, le coefficient d'emprise au sol, corrélée à une profondeur de terrassement.

En fonction des résultats de l'analyse quantitative du risque, le projet d'aménagement, établi sur la base du dossier défini ci-dessus, peut être adapté afin de rechercher l'accord du ministère des armées et du futur acquéreur.

Pour les cessions à l'euro symbolique, la détermination de l'usage futur découle de l'opération d'aménagement que doit présenter l'acquéreur pour être éligible au dispositif et en fonction duquel seront effectuées les opérations de dépollution pyrotechnique, lorsqu'un projet plus précis aura été déterminé.

Pour les autres formes d'opérations domaniales (mises à disposition, changements d'utilisation, etc.), le contenu du dossier relatif à l'usage futur n'est pas défini réglementairement.

Si l'acquéreur ne peut présenter de projet d'usage futur du terrain, le ministère des armées répartit le terrain en zones de pollution, en fonction de leur localisation présumée. Sur chacune de ces zones, il arrête un projet d'usage cohérent avec les capacités du terrain, définit si besoin une profondeur de dépollution uniforme par zone et réalise les travaux correspondant à ces zones de pollution.

Il en va de même quand le projet ne peut être défini par un acquéreur qui n'est pas connu au moment de la production de la PAQR (cessions par appel d'offres ou adjudication publique). Le ministère des armées définit alors un projet cohérent avec l'utilisation possible du terrain et rédige la PAQR en conséquence. Il peut être par exemple choisi un usage identique à l'actuel.

1.4. CONCLUSIONS DE L'ANALYSE

Cas n°1 : Le risque pyrotechnique n'est pas confirmé. En l'absence d'exposition au danger, la réalisation d'une opération de dépollution n'est pas jugée nécessaire.

Cas n°2 : Le risque pyrotechnique est identifié mais l'Etat impose des prescriptions et/ou restrictions d'usage pour interdire le risque d'exposition au danger. Sous conditions, la réalisation d'une opération de dépollution n'est pas jugée nécessaire.

Cas n°2 bis : Le risque pyrotechnique est identifié mais le risque est considéré comme acceptable. La réalisation d'une opération de dépollution n'est pas jugée nécessaire.

Cas n°3 : Le risque pyrotechnique est identifié et jugé inacceptable au regard de l'usage envisagé. Dans ce cas, la réalisation d'une opération de dépollution pyrotechnique est jugée nécessaire.

L'opération de dépollution comprend en premier lieu l'exécution d'un diagnostic de pollution pyrotechnique. Suivant ses résultats et les possibilités d'évolution de l'usage projeté, la conclusion de l'analyse quantitative du risque pyrotechnique est modifiée ou confirmée. Le cas échéant, un chantier de dépollution pyrotechnique est ouvert.

Cette méthode est appliquée dans les paragraphes suivants de cette présente analyse quantitative du risque pyrotechnique.

Affaire suivie par : TSEF 1 Hervé RONGEMAILLE

Tél : 04 22 42 21 21 – PNIA : 831.73.22.121

Herve.rongemaille@intradef.gouv.fr

BCRM de Toulon – SID MED – BP N° 71 – 83800 Toulon Cedex 9

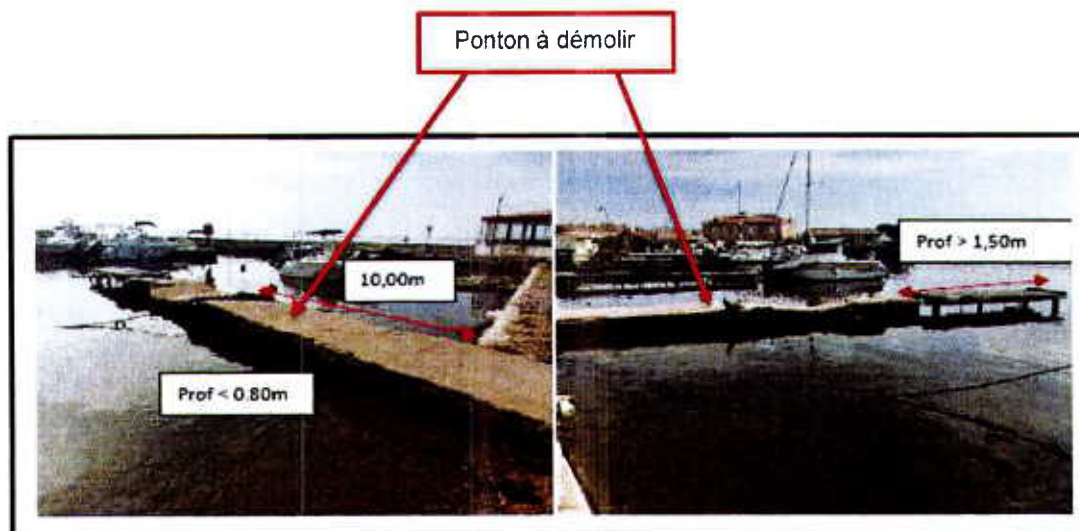
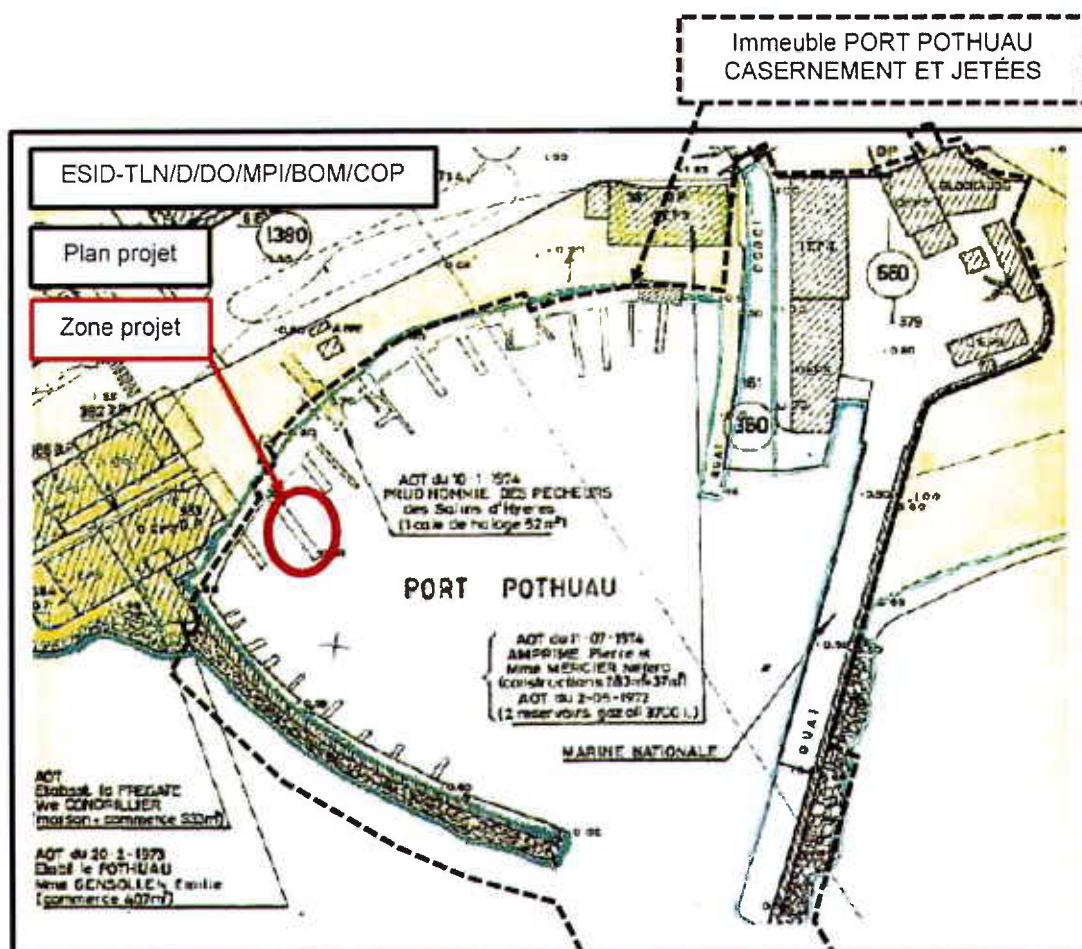
2. PRÉSENTATION DU PROJET

Comme stipulé dans les données générales de l'opération d'infrastructure l'objet des travaux concerne la démolition d'un quai en ruine, le retrait d'un ancien réseau à priori d'une station-service et l'implantation d'un ponton flottant sur corps morts (sans construction sur le fond marin).

L'ensemble des travaux est situé au niveau de l'immeuble « PORT POTHUAU – CASERNEMENT ET JETÉES » à Hyères.

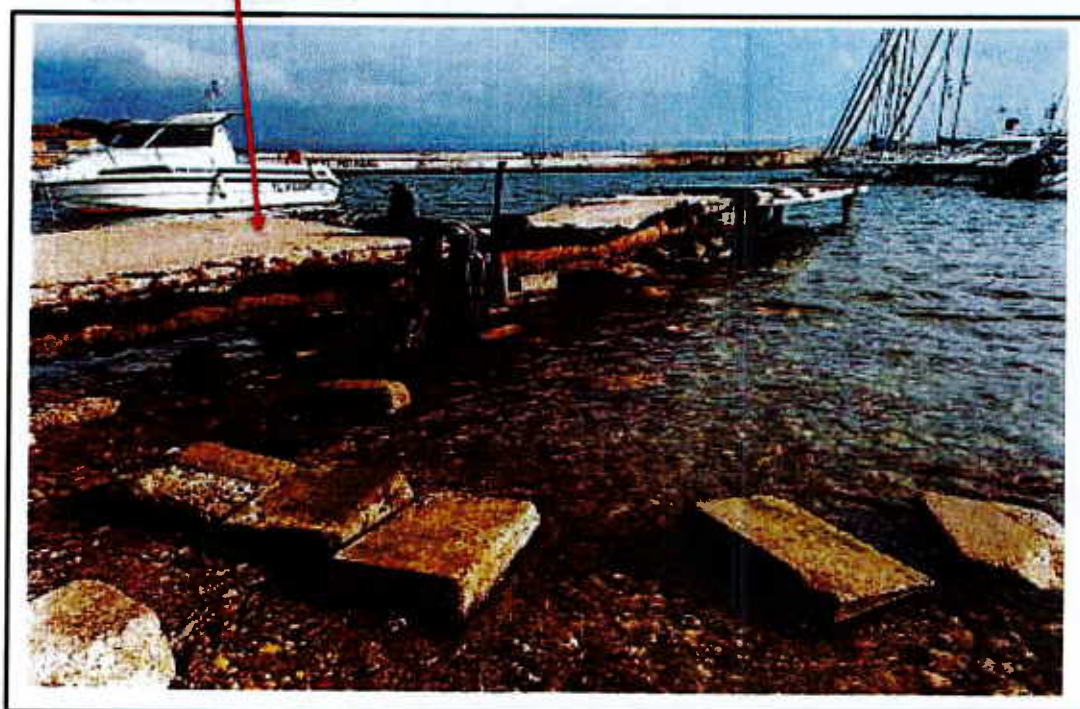
Les travaux comprendront (Cf. plans et photos en pages suivantes) :

- La mise en place des installations de chantier.
- La démolition d'un ponton comprenant le retrait du caillebotis en bois, des 5 pieux, des blocs de bétons et du quai actuellement en ruine et de ses anciennes alimentations (ancien réseau à priori d'une station-service).
- La destruction du béton armé et des 4 travées.
- Le nettoyage du fond marin comprenant l'enlèvement des résidus des blocs de bétons et autres déchets.
- L'évacuation de l'ensemble des déchets en décharge agréée.
- La mise en œuvre d'un nouveau ponton flottant comprenant l'installation de pannes flottantes sur corps morts et d'une passerelle en aluminium de 2 m de longueur.
- La construction d'un massif d'accroche en béton.
- La remise en état des lieux des terrains comme à l'initial.
- Le repli des installations de chantier.





Ponton à démolir

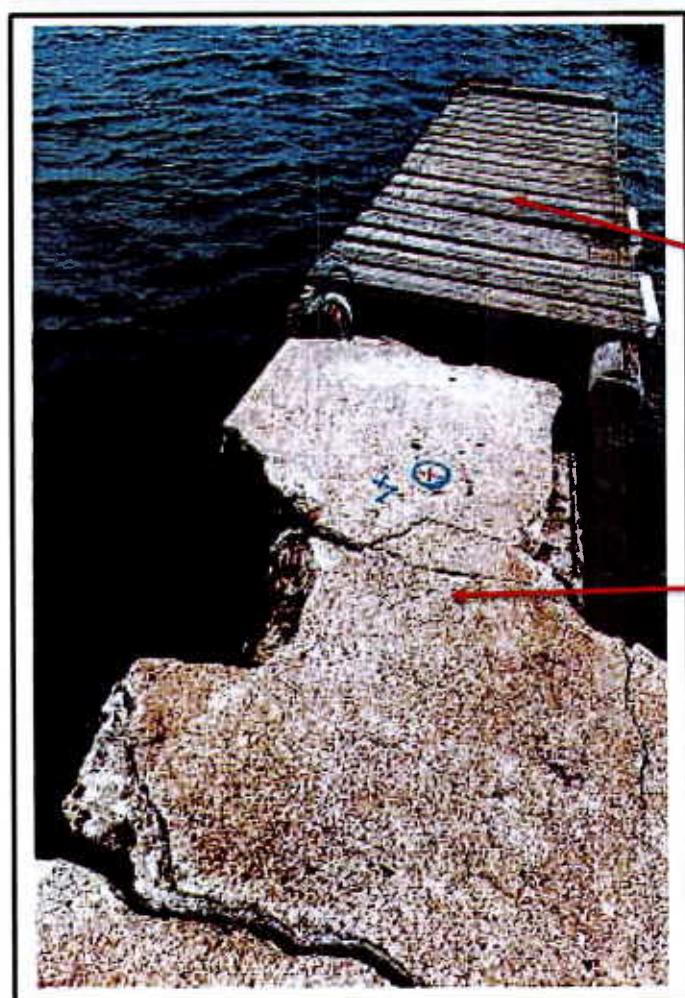
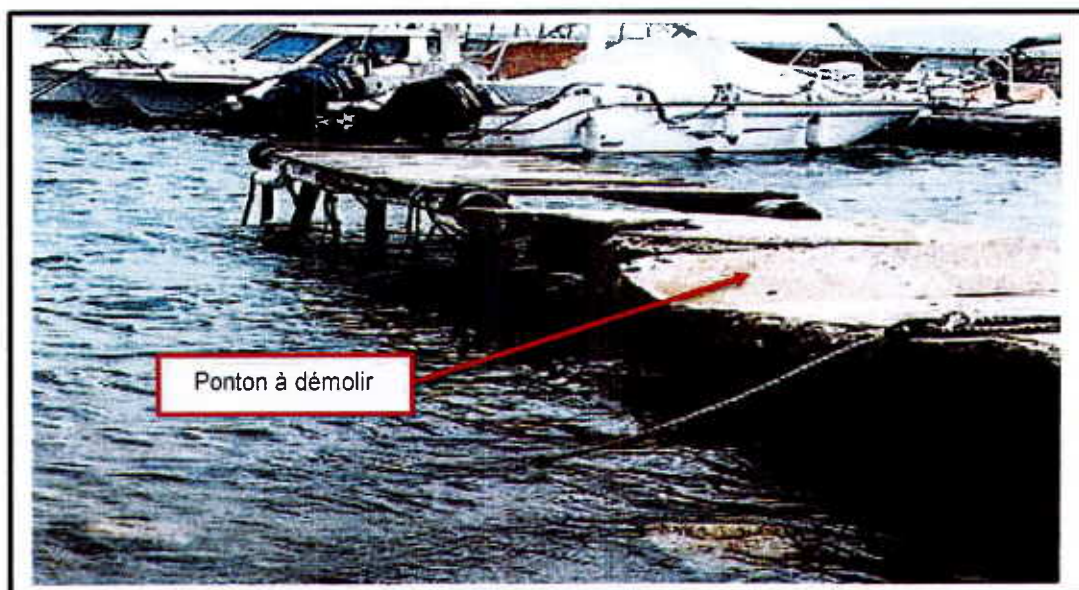


Affaire suivie par : TSEF 1 Hervé RONGEMAILLE

Tél. 04 22 42 21 21 – PNIA : 831.73.22.121

Herve.rongemaille@intradef.gouv.fr

BCRM de Toulon – SID MED – BP N° 71 – 83800 Toulon Cedex 9

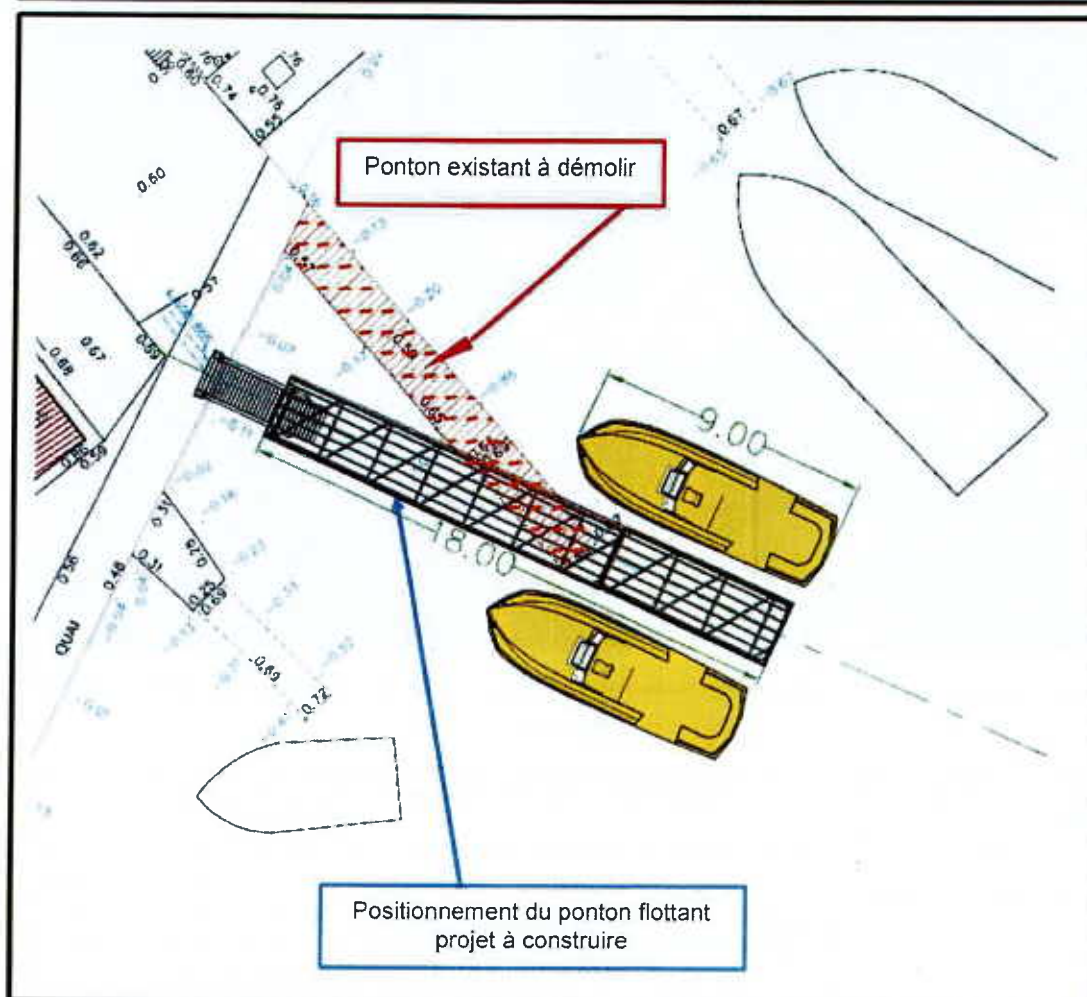
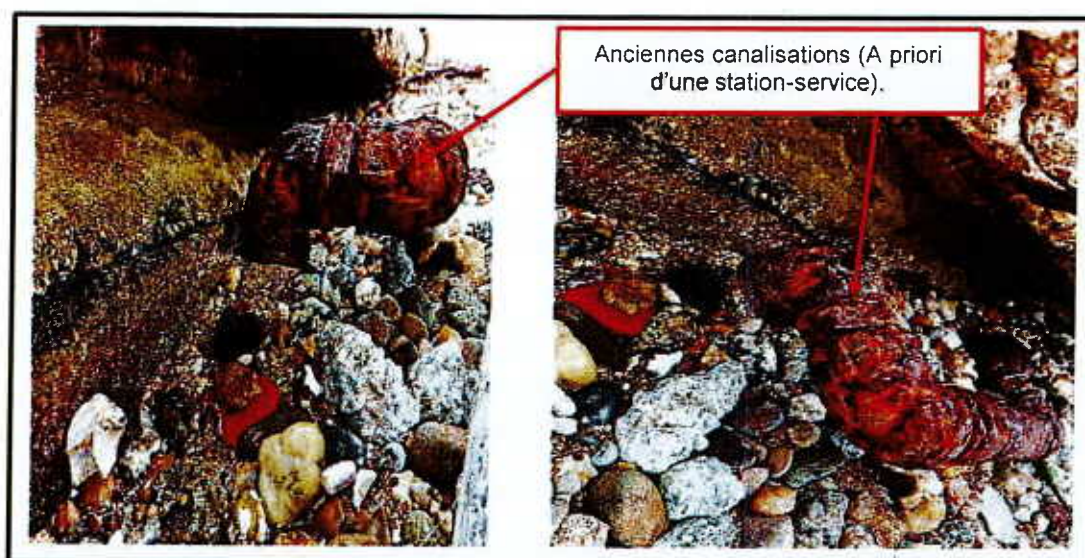


Affaire suivie par : TSEF 1 Hervé RONGEMAILLE

Tél : 04 22 42 21 21 – PNIA : 831.73.22.121

Herve.rongemaille@intradef.gouv.fr

BCRM de Toulon – SID MED – BP N° 71 – 83800 Toulon Cedex 9



Affaire suivie par : TSEF 1 Hervé RONGEMAILLE

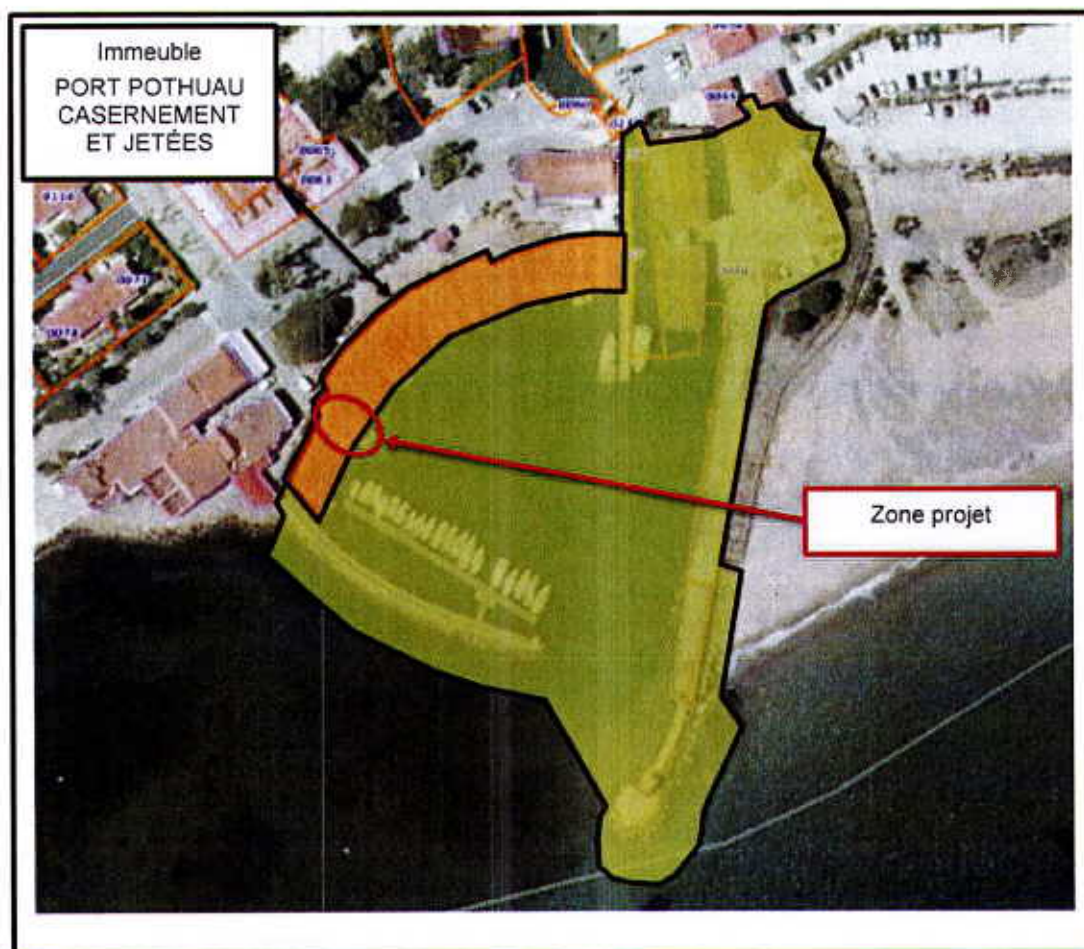
Tél : 04 22 42 21 21 – PNIA : 831,73,22,121

Herve.rongemaille@intradef.gouv.fr



BCRM de Toulon – SID MED – B² N° 7¹ – 83800 Toulon Cedex 9

3. SUPERPOSITION DES CONCLUSIONS DE L'EHTPP DE RÉFÉRENCE N° 1 AVEC LE PROJET

Concernant l'immeuble « PORT POTHUAU CASERNEMENT ET JETÉES – HYÈRES (83) », une étude historique et technique de pollution pyrotechnique a été rédigée (Cf. EHTPP de référence [1]). La conclusion pour l'immeuble est résumée à travers le plan ci-dessous :



Légende :

	Absence de présomption de pollution pyrotechnique
	Absence de présomption de pollution pyrotechnique en surface et présomption de pollution pyrotechnique en profondeur sur une bande estimée à 20 m du trait de côte actuel

Affaire suivie par : TSEF 1 Hervé RONGEMAILLÉ

Tél : 04 22 42 21 21 – PNIA : 831.73.22.121

Herve.rongemaille@intradef.gouv.fr

BCRM de Toulon – SID MED – BP N° 71 – 83800 Toulon Cedex 9

Au regard du plan de principe situé en page précédente, reprenant la conclusion de l'EHTPP de référence [1], on constate que le projet étudié est situé au niveau de la zone orange pour laquelle il a été conclu en une **Absence de présomption de pollution pyrotechnique en surface et présomption de pollution pyrotechnique en profondeur** sur une bande estimée à 20 m du trait de côte actuel.

4. ÉTUDE HISTORIQUE DU SITE

(Cf. EHTPP de référence n° 1). A noter qu'aucun fait de guerre n'a eu lieu au niveau de l'immeuble de Port Pothuau.

5. DÉCOUVERTE D'ENGINS DE GUERRE

L'immeuble a été concerné par la découverte de munitions datant de la Seconde Guerre mondiale. En effet 2 obus de 138 mm ont été découverts en 2018 sur la plage de l'immeuble de Port Pothuau à environ 100 m à l'Est de la zone projet.

(Cf. EHTPP de référence n° 1 – Extrait ci-dessous de la synthèse des munitions recensées depuis 2004 et plan de positionnement des 2 obus découverts).

8.5. SYNTHÈSE DE LA LOCALISATION DES MUNITIONS RECENSÉES DEPUIS 2004

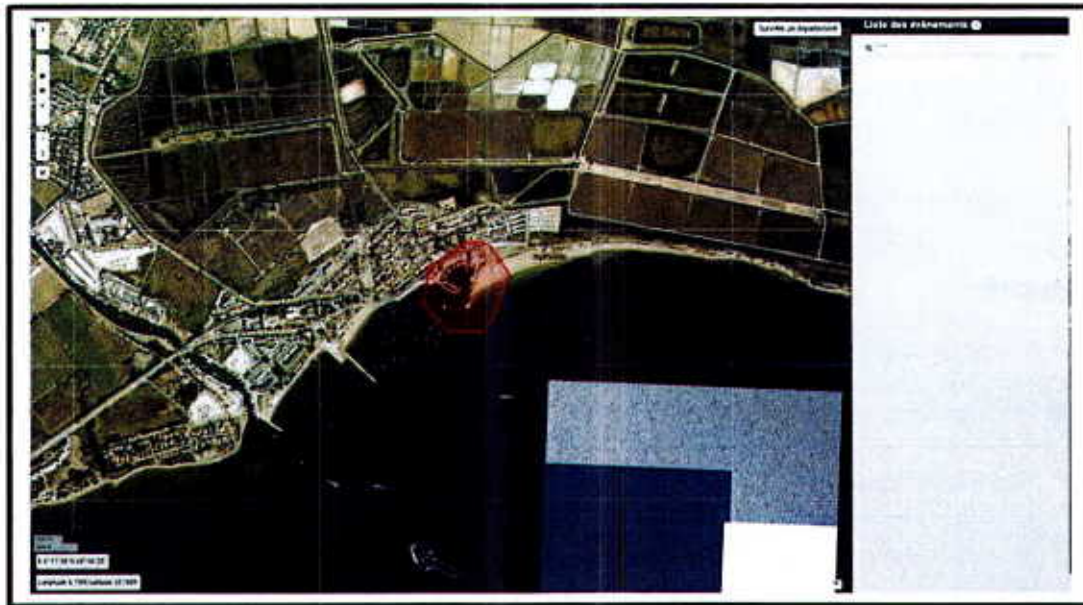
Comme mentionné dans le chapitre 8.3 concernant les deux obus de 138 mm découverts en 2018 sur la plage de l'immeuble étudié, il y a de forte probabilité pour qu'ils aient été déposés sur la plage par des pêcheurs.

De ce fait, il est possible aujourd'hui de retrouver ce type de munitions au niveau de la plage.



Depuis 2017, la base de donnée PIAM/CITHARE RN recense au niveau national, toutes les munitions traitées par les entités de déminage. Cette base de données ne mentionne aucune découverte dans et autour de la zone projet (Cf. Carte ci-dessous).

A noter que les deux obus découverts en 2018 n'ont pas été recensés dans cette base de données.



6. CONCLUSION GÉNÉRALE :

Au regard de l'historique de l'immeuble, on constate qu'aucun fait de guerre ni d'activité n'ont pu générer une pollution pyrotechnique.

On constate aussi après analyse, qu'il y a une forte probabilité pour que les 2 obus de 138 mm découverts en 2018 aient été déposés par des pêcheurs.

Pour l'ensemble des raisons précitées dans cette analyse quantitative du risque pyrotechnique, la conclusion pour la zone projet étudiée est la suivante :

Absence de présomption de pollution pyrotechnique

A ce titre, aucune préconisation particulière sur le plan pyrotechnique ne sera à mettre en place.

Néanmoins, s'il advenait qu'un objet pyrotechnique soit découvert suite aux travaux liés au projet, ce dernier sera à considérer comme une découverte fortuite, en application du code de la sécurité intérieure.

Le maître d'ouvrage, fort de cette conclusion, sera amené à prévenir les intervenants des mesures à prendre en conséquence.

Affaire suivie par : TSEF 1 Hervé RONGEMAILLE

Tél : 04 22 42 21 21 – PNIA : 831.73.22.121

Herve.rongemaille@intradef.gouv.fr

BCRM de Toulon – S D MED – BP N° 71 – 83800 Toulon Cedex 9

7. OBLIGATIONS

Aucune préconisation particulière sur le plan pyrotechnique ne sera à mettre en place.

Ne pas oublier d'inclure la fiche réflexe jointe en annexe n° 1, dans les plans de prévention et les pièces de marchés.

8. PLAN DE PRINCIPE REPRENANT LA CONCLUSION



Légende :



Absence de présomption de pollution pyrotechnique

Cette conclusion n'est valable que pour le projet de travaux en milieu maritime comprenant la démolition d'un quai en ruine et mise en œuvre d'un ponton flottant au niveau de l'immeuble PORT POTHUAU CASERNEMENT ET JETÉES – HYÈRES (83)

Affaire suivie par , TSEF 1 Hervé RONGEMAILLE

Tél : 04 22 42 21 21 – PNIA : 831.73.22.121

Herve.rongemaille@intradef.gouv.fr

BCRM de Toulon – SID MED – BP N° 71 – 83800 Toulon Cedex 9

9. SIGNATURE

L'ingénieur général de 2nd classe
Pierre-Jean RONDEAU
Directeur



COPIES INTÉRIEURES :

- DO/PLN/BEX
- DO/GMP/BAD/DOM
- Archives

COPIES EXTÉRIEURES :

- BCRM TOULON - Cecmed/Premarmed - BP 900 TOULON CEDEX 9 83800 FRANCE

Affaire suivie par : TSEF 1 Hervé RONGEMAILLE




Tél : 04 22 42 21 21 – PNIA : 831.73.22.121

Herve.rongemaille@intradef.gouv.fr

BCRM de Toulon – SID MED – BP N° 71 – 83800 Toulon Cedex 9

10. ANNEXE N°1 - FICHE REFLEXE SUR LA CONDUITE A TENIR EN CAS DE DÉCOUVERTE FORTUITE D'ENGINS DE GUERRE

Cette annexe sera à compléter.

FICHE REFLEXE – Page 1/2				
CONDUITE A TENIR EN CAS DE DECOUVERTE D'ENGINS DE GUERRE				
Quelle est la conduite à tenir en cas de découverte ?				
	1	STOPPER les travaux, immobiliser l'engin mécanique et couper le moteur		
	2	NE PAS TOUCHER	4	<p>PREVENIR :</p> <p>1- <u>Officier de permanence état-major</u> : 04 22 42 25 59 (22 559) / 06 07 52 41 72 (HNO) Adjoint 04 22 42 01 23 (poste 20 123)</p> <p>2- <u>Maitre d'œuvre/Maitre d'Ouvrage</u> : Nom et tél à compléter Suppléant : nom et tél à compléter Officier de permanence : tél à compléter</p>
	3	EVACUER le lieu de découverte après la prise rapide des caractéristiques de l'engin (taille, forme, photo éventuelle...)	5	<p>BALISER / GARDIENNER la zone en établissant un périmètre de sécurité de 100 mètres à minima</p>
	6	REPRENDRE LES TRAVAUX uniquement après accord d'un expert en déminage et sur ordre du maitre d'oeuvre.		
Informations complémentaires :				
<p>En cas d'explosion :</p> <ul style="list-style-type: none"> PROTEGER en évacuant les blessés à l'extérieur du périmètre de sécurité (100 mètres à minima), ALERTER les services de secours (18) et l'officier de permanence état-major (04 22 42 25 59 - 06 07 52 41 72), SECOURIR les blessés. <p>Ne pas tenter de manipuler ou déplacer l'engin. Ne pas recouvrir l'engin. En cas d'émission de fumée ou de liquide, se placer au vent de l'engin.</p>				

Affaire suivie par : TSEF 1 Hervé RONGEMAILLE

Tél : 04 22 42 21 21 – PNIA : 831.73.22.121

Herve.rongemaille@intradef.gouv.fr

BCRM de Toulon – SID MED – BP N° 71 – 83800 Toulon Cedex 9

FICHE REFLEXE – Page 2/2**CONDUITE A TENIR EN CAS DE DECOUVERTE D'ENGINS DE GUERRE****A quoi peut ressembler un engin de guerre ?**

Cartoucherie	Grenade	Mine antichars	Projectile de mortier	Obus d'artillerie	Bombe d'aviation
					

Indicateurs : matériau ferreux, forme, stries, goupille, empennage, ceinture de plomb**Dimensions :** L = 8 cm – Ø 8 mm

L = 170 cm – Ø 48 cm

**Quelles sont les situations fréquentes de découverte ?**

- Découverte en surface,
- Découverte en fond de fouille ou sur les parois d'une fouille,
- Découverte dans le godet d'un engin de terrassement ou dans la benne d'un engin de transport.



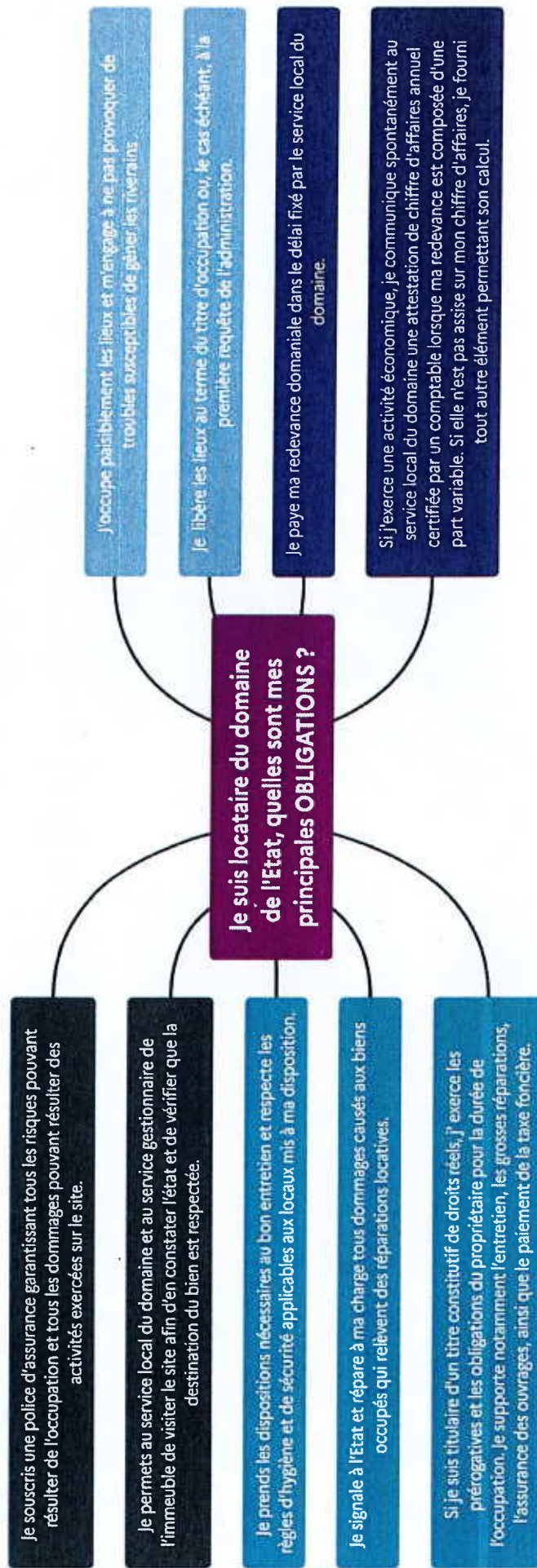
RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

LOCATIONS.
IMMOBILIER-
ETAT.GOUV.FR



Les principales obligations d'un locataire du domaine de l'Etat



En l'absence de respect de l'une de ces
**OBLIGATIONS, mon titre d'occupation peut être
RESILIE.**

SERVICE D'INFRASTRUCTURE
DE LA DEFENSE



Direction des Opérations - Division Gestion et maintenance
du Patrimoine
Bureau Administration Domaine
BCRM de Toulon - BP 71 - 83800 TOULON CEDEX 9
Tél: 04 22 42 78 02

HYERES PORT POTHUAU

CASERNEMENT ET JETEEES DES VIEUX SALINS

830 069 514 O

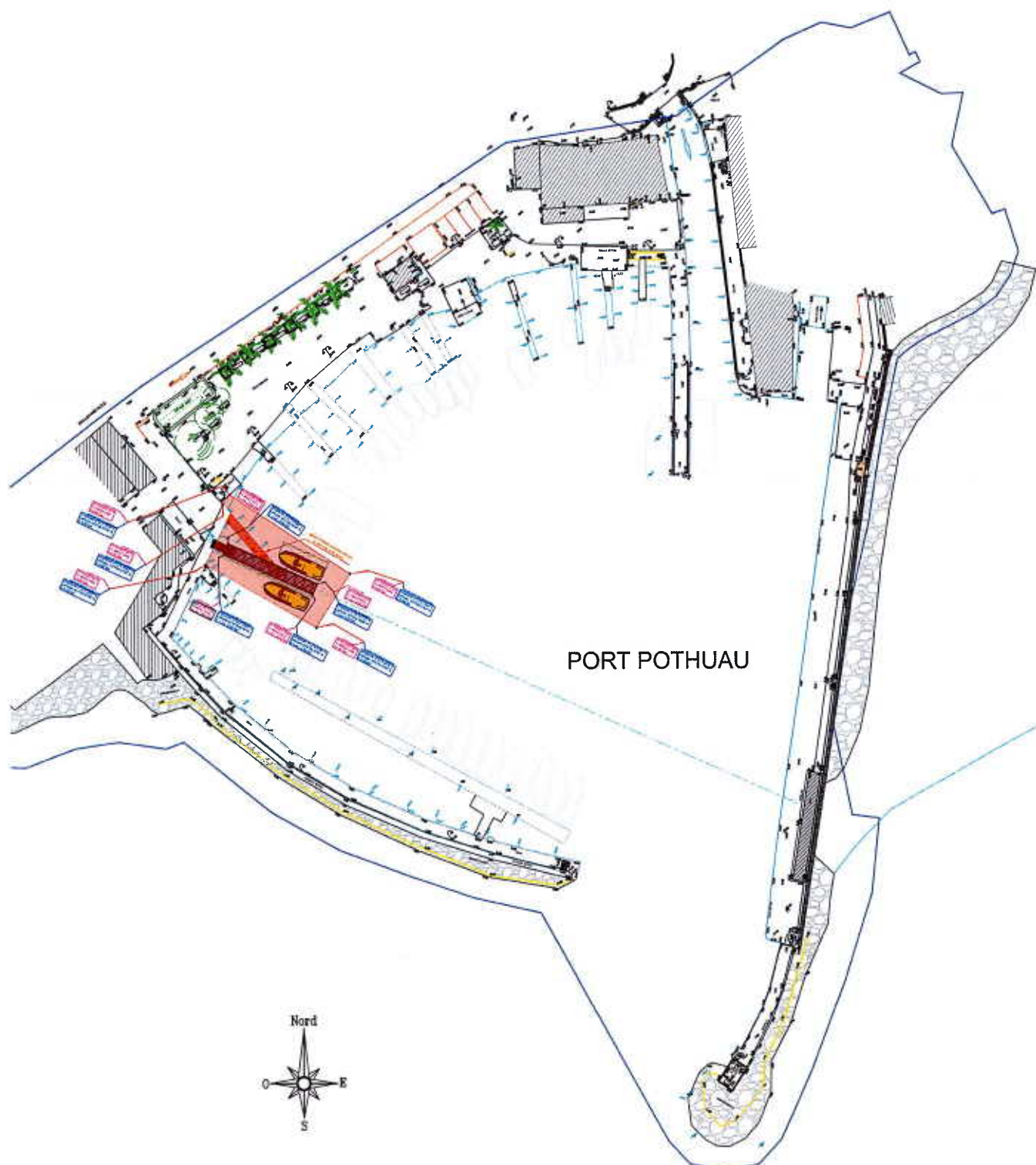
Avril 2025

AOT MTPM

PLAN DES OCCUPATIONS

Légende

 Zone d'occupation



Estados Unidos 100 millones

Service d'infrastructure
de la Défense de Toulon

Toulon, le 08/04/2025

N° 502546 ARM/SGA/SID-MED/D/DO/PLN/BEX

Réf. : 1- Code de la sécurité intérieure articles R.733-1 à R.733-13
2- Etude historique et technique de pollution pyrotechnique (EHTPP)
de référence n° 502796 SID/ESID-TLN/D/DO/PLN/BEX du 13 mars 2023
concernant l'ensemble de l'immeuble « PORT POTHUAU – CASERNEMENT ET JETÉES – 8300695140 »
3- Analyse quantitative du risque de pollution pyrotechnique (AQR)
n° 502546 ARM/SGA/SID/ESID-TLN/D/DO/PLN/BEX du 08/04/2025
4- Annexe 1

ATTESTATION

Conformément aux dispositions des articles R 733-1 à R 733-13 du code la sécurité intérieure fixant les compétences respectives des services placés sous l'autorité du ministre chargé de la sécurité civile et du ministre de la défense en matière de recherche, de neutralisation, d'enlèvement et de destruction des munitions et des explosifs.

Le directeur de l'établissement du Service d'infrastructure de la défense de Toulon certifie que l'immeuble ci-après désigné « PORT POTHUAU – CASERNEMENT ET JETÉES », situé sur la commune de HYÈRES (selon le plan joint), immatriculé sous le n° 160096 dans CHORUS et sous le n° 8300695140 dans le fichier des armées (G2D) :

A fait l'objet d'un examen de sa situation au regard des opérations mentionnées aux articles R 733-1 et 733-2 (recherche, neutralisation, enlèvement et destruction des munitions, mines, pièges, engins et explosifs) dans le cadre d'une recherche historique et technique telle que définie au second alinéa de l'article R 733-3.

A fait l'objet d'une analyse quantitative du risque conformément à l'article R 733-4 qui a permis de déterminer qu'il n'est pas nécessaire de procéder à une opération de dépollution pour l'opération domaniale suivante : Mise à disposition de longue durée au profit MTPM d'une fraction d'emprise à compter de la période estivale 2025.

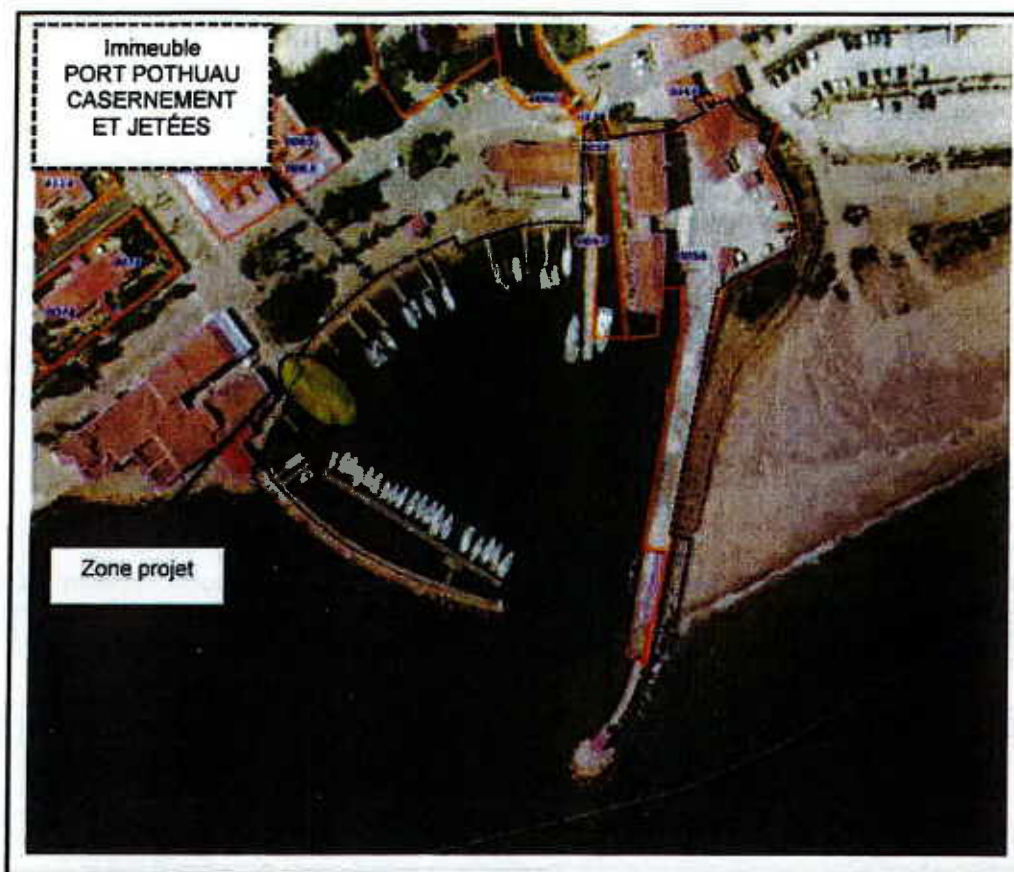
Cette attestation, strictement liée à l'utilisation mentionnée supra, est délivrée à la Métropole Toulon-Provence Méditerranée (MTPM).

L'ingénieur général de 2^{ème} classe Pierre-Jean RONDEAU

Directeur

Annexe 1

PLAN DE PRINCIPE REPRENANT LA CONCLUSION DE L'AQR



Légende :



Absence de présomption de pollution pyrotechnique

Cette conclusion n'est valable que pour le projet de travaux en milieu maritime comprenant la démolition d'un quai en ruine et mise en œuvre d'un ponton flottant au niveau de l'immeuble PORT POTHUAU CASERNEMENT ET JETÉES – HYÈRES (83)






OBLIGATIONS

Aucune préconisation particulière sur le plan pyrotechnique ne sera à mettre en place.

Ne pas oublier d'inclure la fiche réflexe jointe en annexe dans les plans de prévention et les pièces de marchés.

ANNEXE (FICHE RÉFLEXE SUR LA CONDUITE A TENIR EN CAS DE DÉCOUVERTE D'ENGINS DE GUERRE)

Cette annexe sera à compléter

FICHE RÉFLEXE – Page 1/2				
CONDUITE A TENIR EN CAS DE DÉCOUVERTE D'ENGINS DE GUERRE				
Quelle est la conduite à tenir en cas de découverte ?				
		STOPPER les travaux, immobiliser l'engin mécanique et couper le moteur		
		NE PAS TOUCHER		PREVENIR : 1- Officier de permanence état-major : 04 22 42 25 59 (22 559) / 06 07 52 41 72 (HNO) Adjoint 04 22 42 01 23 (poste 20 123) 2- Maître d'œuvre/Maitre d'Ouvrage : Nom et tél à compléter Suppléant : nom et tél à compléter Officier de permanence : tél à compléter
		EVACUER le lieu de découverte après la prise rapide des caractéristiques de l'engin (taille, forme, photo éventuelle...)		BALISER / GARDIENNER la zone en établissant un périmètre de sécurité de 100 mètres à minima
REPRENDRE LES TRAVAUX uniquement après accord d'un expert en déminage et sur ordre du maître d'œuvre				
Informations complémentaires :				
En cas d'explosion : <ul style="list-style-type: none"> - PROTEGER en évacuant les blessés à l'extérieur du périmètre de sécurité (100 mètres à minima), - ALERTER les services de secours (18) et l'officier de permanence état-major (04 22 42 25 59 - 06 07 52 41 72), - SECOURIR les blessés. 				
Ne pas tenter de manipuler ou déplacer l'engin. Ne pas recouvrir l'engin. En cas d'émission de fumée ou de liquide, se placer au vent de l'engin.				

CONDUITE A TENIR EN CAS DE DÉCOUVERTE D'ENGINS DE GUERRE

A quoi peut ressembler un engin de guerre ?

Cartoucherie	Grenade	Mine antichars	Projectile de mortier	Obus d'artillerie	Bombe d'aviation
					

Indicateurs : matériau ferreux, forme, stries, goupille, empennage, ceinture de plomb

Dimensions :

L = 8 cm – Ø 8

L = 170 cm – Ø 48 cm



Quelles sont les situations fréquentes de découverte ?

- Découverte en surface,
- Découverte en fond de fouille ou sur les parois d'une fouille,
- Découverte dans le godet d'un engin de terrassement ou dans la benne d'un engin de transport.

SERVICE D'INFRASTRUCTURE
DE LA DEFENSE

SGA



SID

Direction des Opérations - Division Gestion et maintenance
du Patrimoine

Bureau Administration Domaine

BCRM de Toulon - BP 71 - 83800 TOULON CEDEX 9

Tél: 04 22 42 78 02

HYERES

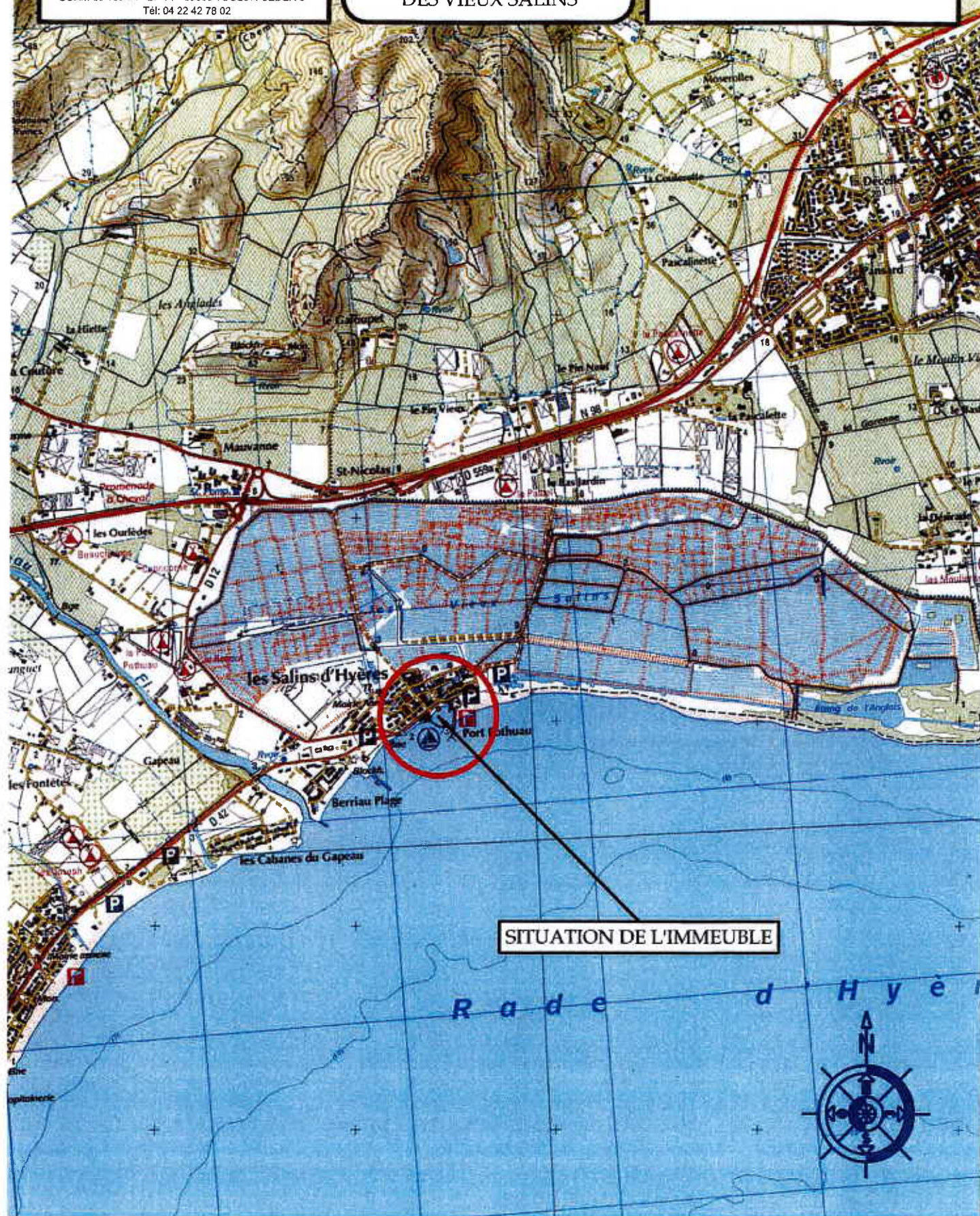
PORT POTHUAU
CASERNEMENT ET JETEEES
DES VIEUX SALINS

830 069 514 O

Décembre 2024

PLAN DE SITUATION

ECHELLE : 1/25000°





**MINISTÈRE
DES ARMÉES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**CENTRE INTERARMÉES DE
COORDINATION DU SOUTIEN**

BASE DE DÉFENSE DE TOULON

SGA

Secrétariat général pour l'administration

*Service d'infrastructure
de la défense Méditerranée*

Direction des opérations
Division gestion et maintenance du
patrimoine
Bureau administration du domaine
Section domanialité

**AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE
DU DOMAINE PUBLIC**

NON CONSTITUTIVE DE DROITS REELS

DÉNOMINATION DU SITE :	PORT POTHUAU – CASERNEMENT ET JETÉES
COMMUNE CONCERNÉE :	HYERES
OBJET DE LA MISE À DISPOSITION :	Démolition, évacuation d'un ponton en ruine et installation d'une panne flottante destinée à accueillir une navette maritime pour la période estivale
N° G2D : 830 069 514 O	N° CHORUS : 160 096
N° ET DESIGNATION DES COMPOSANTS :	Fraction de plan d'eau comportant un ponton à démolir - Sans numéro G2D
SURFACE MISE À DISPOSITION :	302 m ²

Le contre-amiral Marcellin Charpy, commandant de la base de Défense de Toulon dont les bureaux
sont situés BP 900, 83800 Toulon Cedex 9 ;

Vu le code général de la propriété des personnes publiques ;

Vu le code de la défense ;



Service d'infrastructure de la Défense Méditerranée

BCRM de Toulon – SID Méditerranée - BP 71 – 83800 Toulon cedex 9

- Vu le code de la sécurité intérieure ;
- Vu l'arrêté du 27 décembre 2012 modifié portant délégation des pouvoirs du ministre de la défense en matière domaniale ;
- Vu l'instruction n° 302/DEF/SGA du 14 février 2013 modifiée relative à la politique immobilière du ministère de la défense ;
- Vu les demandes en date du 17 juillet 2024 et 31 mars 2025 présentée par la Métropole Toulon Provence Méditerranée ;
- Vu l'avis du Commandant de la base de défense de Toulon en date du 12 novembre 2024 et 31 mars 2025 ;
- Vu l'avis du directeur départemental des finances publiques du Var en date du 11 avril 2025 ;
- Vu l'étude historique et technique de pollution pyrotechnique en date du 13 mars 2023 ;
- Vu l'attestation concernant le risque pyrotechnique n° 502546 ARM/SGA/ESID-TLN/D/DO/PLN/BEX en date du 8 avril 2025 prise en application de l'article R. 733-13 du code de la sécurité intérieure ;

EXPOSE PREALABLE

La communauté d'agglomération transformée en métropole le 1er janvier 2018, est Autorité Organisatrice de la Mobilité. À ce titre, elle développe des lignes de transport en commun urbain sur terre (bus), sur l'eau (bateau-bus) et dans l'air (téléphérique).

A la demande de la Commune de Hyères-les-Palmiers, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a, par courrier du 17/07/2024, exprimé sa volonté d'expérimenter une ligne estivale de cabotage transitant par le port militaire de Port Pothuau pour y exercer une activité de transport public de navire à passagers.

Par courrier du 12 novembre 2024, le commandant la base de défense de Toulon a transmis les éléments juridiques et techniques associées à l'accord du ministère des Armées.

Cette ligne maritime, nécessitant au préalable la réalisation de travaux indispensables avant son exploitation prévue pour la période estivale 2025 et dans l'attente de la formalisation complète de la convention d'occupation temporaire de longue durée non constitutive de droits réels, il a été décidé d'un commun accord, la mise à disposition ponctuelle pour la période allant de la signature de la date de signature du présent acte au 30 septembre 2025 par voie d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public non constitutive de droits réels.

Etant précisé que l'octroi de cette autorisation implique l'engagement par le titulaire de payer la redevance annuelle fixée par le directeur départemental des finances publiques,

Acte ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET – CONDITIONS GÉNÉRALES

L'État-Ministère des Armées autorise le titulaire ci-après :

- NOM : MTPM (Métropole Toulon Provence Méditerranée)

- Adresse complète : Hôtel de la métropole, 107 bd Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9
- N° de SIRET : 248 300 543 00084

à occuper une fraction de plan d'eau sur le site désigné supra aux fins de démolir, évacuer le ponton en ruine, installer une panne flottante de 24 mètres linéaires et y exploiter une navette maritime pour la période estivale.

Cette autorisation est accordée aux conditions faisant l'objet des articles ci-dessous.

Il est précisé qu'un bilan sera effectué à l'issue de la période estivale afin de vérifier si les conditions d'accès à aux postes d'amarrage situé à proximité ne sont pas trop pénalisées.

ARTICLE 2 : DATE ET DURÉE DE LA MISE À DISPOSITION

La présente autorisation est précaire et révocable. Elle est consentie pour une durée allant de la date de signature du présent acte au 30 septembre 2025.

Elle cessera de plein droit à l'expiration de cette période soit le 30 septembre 2025.

Toute nouvelle demande d'autorisation devra être présentée par le titulaire trois mois avant l'expiration de la période d'autorisation en cours.

ARTICLE 3 : CARACTÈRE DE L'OCCUPATION

La présente autorisation revêt un caractère strictement personnel. Le titulaire ne peut donc, de quelque manière que ce soit, en transférer le bénéfice à quiconque. Il est tenu d'occuper lui-même et d'utiliser directement en son nom et sans discontinuité le site ou la fraction de site mis à sa disposition.

Toute sous-location du site mis à disposition et toute cession de la présente autorisation sont interdites. En cas de cession irrégulière de la part du titulaire, celui-ci continuera à être responsable vis-à-vis de l'État, de toutes ses obligations et notamment du paiement de la redevance.

Il est mis fin de plein droit en cas du décès du titulaire, ou pour les personnes morales en cas de changement d'objet, de forme juridique, de cessation d'activité ou de dissolution de la société.

En raison de son caractère de simple tolérance et de sa précarité, la présente autorisation ne confère à son titulaire aucun droit au maintien dans les lieux et aucun des droits, selon le cas, soit à la propriété commerciale soit aux avantages conférés par les baux ruraux soit encore aux avantages conférés par la location de locaux d'habitation.

La présente autorisation n'est pas soumise aux dispositions de l'article L145-1 et suivants du code de commerce et ne pourra pas donner lieu à la propriété commerciale par le titulaire.

Les agents de l'État (Armées, direction départementale des finances publiques) auront la faculté de pénétrer dans le site concédé.

En dehors des dispositions législatives et réglementaires relevant du code général de la propriété des personnes publiques (CG3P), si d'autres modalités d'occupation/d'utilisation de tout ou partie du site s'avèrent nécessaires, elles seront définies entre le chef d'emprise-directeur du port militaire (CECMED/Amirauté) et le titulaire. Ces modalités peuvent être formalisées via une convention de site/règlement d'emprise afin d'encadrer les règles de co-activité au regard des activités présentes et de celles générées par le titulaire (ex : réglementation santé/sécurité du travail, réglementation ERP...).

ARTICLE 4 : ÉTAT DES LIEUX

Le titulaire prendra les lieux en l'état. Si des dysfonctionnements ou des incidents sont constatés (qu'ils soient du fait de l'utilisateur ou non) ces derniers doivent être signalés auprès du service d'infrastructure de la défense Méditerranée.

ARTICLE 5 : REDEVANCE

La présente autorisation est consentie à titre gratuit, conformément à l'avis de la direction départementale des finances publiques du Var en date du 11 avril 2025.

Cette présente occupation étant le préalable à un acte de longue durée, le titulaire est informé que le montant de la redevance sera réexaminé.

ARTICLE 6 : POLLUTION PYROTECHNIQUE ET/OU INDUSTRIELLE DES SOLS**6.1. POLLUTION PYROTECHNIQUE**

L'attestation n° 502546 ARM/SGA/ESID-TLN/D/DO/PLN/BEX en date du 08 avril 2025 est communiquée au titulaire de l'AOT en application de l'article R.733-13 du code de la sécurité intérieure.

Le titulaire est informé qu'il prendra en charge, en cas de besoin, la réalisation des opérations de dépollution pyrotechnique et assumera leurs coûts définitifs.

6.2. AUTRES POLLUTIONS :

Sans objet

ARTICLE 7 : RESPONSABILITÉS DU TITULAIRE

Le titulaire fera son affaire personnelle de tous risques et litiges de quelque nature qu'ils soient, provenant de l'utilisation qu'il fait du domaine mis à sa disposition. Il sera seul responsable tant envers l'État qu'à l'égard des tiers de tous accidents, dégâts ou dommages.

Le titulaire devra informer immédiatement le SID Méditerranée de tous incidents ou dégradations survenus du fait de cette mise à disposition.

Le titulaire s'engage à entretenir et à conserver raisonnablement le site mis à disposition et à le maintenir en constant état de propreté.

Le titulaire souhaitant réaliser des travaux/aménagements devra adresser sa demande écrite au service d'infrastructure de la défense Méditerranée à l'adresse suivante : BCRM de Toulon – SID Méditerranée - DO/GMP/BAD, BP 71, 83800 Toulon cedex 9 et transmettre une copie du courrier à l'adresse fonctionnelle : esid-toulon-domanialite.contact.fct@intradef.gouv.fr. Cette dernière devra faire l'objet d'un accord express et préalable du signataire du titre de mise à disposition.

ARTICLE 8 : OBLIGATION D'ASSURANCES

Le titulaire est responsable de tout dommage matériel et/ou corporel causé dans le cadre de la présente mise à disposition.

À ce titre, il devra contracter toutes les polices d'assurances correspondant aux obligations et responsabilités qui lui incombent.

Le titulaire communiquera à l'État-Ministère des Armées la copie des attestations d'assurance et de leurs avenants dans le mois de leur signature ou au moment de l'état des lieux et à chaque date anniversaire de la signature de la mise à disposition.

Le titulaire garantit le Ministère des Armées contre toute action de quelque nature que ce soit qui serait engagée contre ce dernier, pour lesdits dommages et accidents.

Le défaut d'assurance entraîne la caducité de la mise à disposition.

ARTICLE 9 : ABROGATION – RENONCIATION – SUSPENSION

1°/ Abrogation à l'initiative de l'État-Ministère des Armées, pour un motif d'intérêt général

L'État-Ministère des Armées se réserve le droit d'abroger le présent titre d'occupation pour un motif d'intérêt général (ex : cession de site), avant le terme fixé.

L'abrogation du titre est prononcée par décision de l'État-Ministère des Armées. Notification en est faite par lettre recommandée avec accusé réception au titulaire. Celui-ci prendra ses dispositions pour libérer les lieux dans le délai imparti par l'État.

Le titulaire ne peut prétendre à aucune autre indemnité, et ce quel que soit le préjudice subi.

2°/ Abrogation à l'initiative de l'État-Ministère des Armées, pour non-respect par le titulaire de ses obligations

L'État-Ministère des Armées peut abroger le présent titre en cas de non-respect par le titulaire de ses obligations, quinze jours après mise en demeure restée infructueuse.

Dans cette situation, le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité, quelle qu'elle soit, notamment pour investissements ou frais engagés par lui dans l'intérêt du domaine mis à sa disposition.

3°/ Renonciation à l'initiative du titulaire du titre

Le titulaire peut renoncer au bénéfice de l'autorisation par lettre recommandée avec accusé réception. Dans ce cas, il ne pourra prétendre à aucune indemnité.

4°/ Suspension

L'autorité militaire peut suspendre la présente autorisation en raison d'événements ayant un impact sur la sécurité des sites militaires et/ou de son personnel, justifiant l'interdiction provisoire d'accès à toute personne étrangère au Ministère des Armées.

En raison de l'urgence, l'autorité militaire informe le bénéficiaire par tout moyen et sans préavis. Il est prévenu, par écrit, de la levée des mesures de suspension.

Le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité du fait d'une telle suspension.

ARTICLE 10 : SORT DES BIENS A LA CESSATION DE L'AUTORISATION

À l'expiration de la présente autorisation pour quelque cause que ce soit, le titulaire reprendra les équipements qu'il a installés et remet les biens mis à sa disposition en leur état primitif tel que décrit dans l'état des lieux d'entrée.

A défaut, l'autorité militaire prend d'office les mesures nécessaires pour y parvenir aux frais du titulaire à moins qu'elle n'accepte formellement le maintien partiel ou total des installations dont le titulaire doit dans ce cas, faire abandon gratuit à l'Etat.

ARTICLE 11 : NULLITÉ

Si l'une ou plusieurs stipulations de la présente autorisation sont tenues pour non valides ou déclarées telles, en application d'une loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres stipulations garderont toute leur fin et leur portée.

ARTICLE 12 : ATTRIBUTION DE JURIDICTION

Le tribunal administratif compétent pour toutes les actions dont la présente autorisation est l'objet, la cause ou l'occasion est celui dans le ressort duquel est situé le site précité.

ARTICLE 13 : CONFIDENTIALITÉ ET SECRET PROFESSIONNEL

Le titulaire est tenu au secret professionnel. Ainsi, il s'engage à assurer la confidentialité des informations auxquelles il aura accès au cours de l'exécution de la présente autorisation et notamment à ne pas divulguer l'ensemble des informations techniques.

ARTICLE 14 : DROITS RÉELS

Le présent titre d'occupation ne confère pas à son titulaire le droit réel prévu par l'article L. 2122-6 du code général de la propriété des personnes publiques.

ARTICLE 15 : IMPÔTS, TAXES, DÉCLARATION

Le titulaire devra supporter la charge de tous les impôts qui lui incombent en vertu de l'activité réalisée, quelles qu'en soient l'importance et la nature.

Le bénéficiaire fera en outre, s'il y a lieu et sous sa responsabilité, la déclaration notamment de constructions nouvelles prévues à l'article 1406 du code général des impôts.

ARTICLE 16 : TRAITEMENT DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Les données à caractère personnel du titulaire font l'objet d'un traitement informatisé mis en œuvre par la direction de l'immobilier de l'Etat de la direction générale des finances publiques (DGFIP), située au 120 rue de Bercy 75 772 PARIS, en sa qualité de responsable de traitement dans le cadre de l'exécution des missions d'intérêt public qu'elle assure.

Elles sont traitées afin de gérer des dossiers d'occupation du domaine de l'État et redevances associées de toute nature.

À ce titre, les catégories de données personnelles traitées sont les suivantes :

- les données liées à son identité et ses coordonnées ;
- les données à caractère économique et financier.

Ces données sont obtenues directement auprès du titulaire ou le cas échéant auprès du gestionnaire du domaine.

Elles sont transmises aux agents habilités de la DGFIP dans le cadre de leurs missions.

Les données à caractère personnel du titulaire sont conservées 5 ans à compter de la date de fin du titre d'occupation et 10 ans en archives.

Conformément au règlement général sur la protection des données (RGPD) n° 2016/679 et à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative aux fichiers, à l'informatique et aux libertés, le titulaire dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, des données le concernant ainsi que du droit à la limitation du traitement.

Il peut exercer ses droits en contactant la boîte mail : die.support-figaro@dgifp.finances.gouv.fr

Il a également la possibilité de contacter le délégué à la protection des données du ministère de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique par voie électronique

(le-delegue-a-la-protection-des-donnees-personnelles@finances.gouv.fr) ou par voie postale (139 rue de Bercy – Télédéc 322 – 75572 PARIS CEDEX 12).

Il est informé que des exceptions à l'exercice des droits précités sont susceptibles de s'appliquer, le cas échéant, il en sera dûment averti.

S'il estime que le traitement de ses données à caractère personnel n'est pas conforme aux dispositions légales et réglementaires, il dispose, du droit d'introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale Informatique et Libertés (CNIL).

ARTICLE 17 : ANNEXE(S)

- Plan de situation
- Plan d'implantation
- Plan des occupations
- Attestation n° 502546 ARM/SGA/ESID-TLN/D/DO/PLN/BEX en date du 8 avril 2025
- Fiche des principales obligations d'un locataire du domaine de l'Etat.

ARTICLE 18 : DIFFUSION

Le SID Méditerranée est chargé d'assurer la diffusion de la présente autorisation auprès :

- d'une part du titulaire ou la lui remettre contre décharge ;
- d'autre part du directeur départemental des finances publiques de Toulon ;
- du chef d'emprise ;
- du COMBdD.

Fait à Toulon, le

15.4.2025

